

de 1959 ne représentaient, par rapport au revenu national brut, qu'une proportion légèrement supérieure à celle de 1958, et que, depuis 1960 jusqu'à aujourd'hui, les importations de denrées se placent approximativement au même niveau qu'en 1959. Ces considérations d'un autre ordre me portent à conclure que tandis que certaines industries se sont trouvées en face de problèmes d'ajustement qui ont été rendus plus difficiles par le déclin du taux d'accroissement de l'économie, le déclin lui-même du taux d'accroissement ne peut s'expliquer par ces cas de concurrence à l'importation.

Un autre genre d'argument qui a été invoqué avec quelque vigueur est que nos difficultés présentes résultent d'une période prolongée de train de vie extravagant, financé par d'autres. Dans ce genre d'argumentation, de bien des façons, on attribue nos difficultés présentes aux importations de capitaux. Une version est que l'importation de capitaux conduit à la maîtrise de l'industrie par de non-résidents, et donc au malaise économique. J'ai déjà exprimé mon point de vue à l'égard de cet argument. Une seconde version de l'argumentation est que les vagues d'expansion des années d'après-guerre ont conduit à l'inflation et que la conséquence inévitable de l'inflation est la régression. Je ne nierai pas que nous avons eu l'inflation, je ne nierai pas non plus qu'il existe des cycles d'affaires, que n'a pu encore subjuguer l'exercice de régimes appropriés. De fait, ce qui s'est produit au cours de la période qui a suivi 1952 est que les États-Unis ont entrepris de transférer au Canada une partie de leurs recettes nationales réelles. Par conséquent, l'inflation que nous avons connue a été moins extrême qu'elle ne l'aurait été autrement. En vérité, nous pouvons maintenant voir en rétrospective qu'une régie encore plus vigoureuse des approvisionnements domestiques de devises au Canada, dans nos périodes de grande expansion, aurait pu déterminer un transfert au Canada de ressources étrangères encore plus considérables et rendre la maîtrise de l'inflation encore plus efficace. Une troisième version de l'argumentation est que le taux d'entrée de capitaux au cours de ces derniers mois a été la cause principale de nos difficultés. Je ne suis pas tellement enclin à résister à cet argument, bien que je doive m'exprimer à peu près de la façon que voici. J'ai prétendu qu'une des causes principales de la baisse de notre taux d'accroissement a été le déclin du taux d'accroissement de nos exportations dans certaines catégories de produits. La chute de ce taux d'accroissement a signifié, compte tenu des autres conditions économiques régnantes, que nos importations de capitaux ont été plus élevées qu'elles ne l'auraient été autrement, mais que c'est à la baisse de ces exportations, plutôt qu'à l'importation en soi de capitaux, qu'on doit attacher le plus d'importance. L'excédent des importations sur les exportations est, naturellement, égal aux entrées de capitaux, et j'ai déjà commenté les changements advenus récemment dans les importations. Mon avis quant au taux actuel d'arrivée de capitaux n'est pas un élément de première importance pour expliquer la source de nos difficultés actuelles, mais certaines méthodes que je jugerais appropriées dans les circonstances présentes auraient l'effet de réduire l'entrée de capitaux.

Je ne commenterai qu'une seule des autres explications au retard qu'accuse notre croissance actuelle, laquelle explication je crois insuffisante. On prétend parfois que le déclin du taux actuel d'accroissement doit être attribué au fait que l'accroissement dans les divers secteurs géographiques et industriels de l'économie ne s'est pas produit à des rythmes égaux, que certains secteurs ont crû plus rapidement que d'autres. Il est vrai que si un déclin du taux d'accroissement dans le secteur A est compensé par une augmentation dans le taux d'accroissement du secteur B, le taux d'accroissement dans son ensemble n'aura pas faibli. C'est tout autre chose que de prétendre qu'une baisse dans le taux d'accroissement du secteur A s'explique par le fait qu'il a jusque-là dépassé le taux d'accroissement du secteur B. En m'exprimant d'une façon plus concrète, je dirai qu'il n'est pas du tout évidemment vrai que le déclin dans la